

Préface	7
Les abréviations	11
<i>Introduction</i>	15
<i>I. La définition de la politique fiscale et ses modalités</i>	19
A. La notion de politique fiscale	19
B. Neutralité fiscale ou interventionnisme fiscal ?	23
C. Les modalités de la politique fiscale	31
1. La politique fiscale conjoncturelle	31
2. La politique fiscale structurelle	33
3. La gouvernance fiscale	35
<i>II. Les déterminants de la politique fiscale</i>	39
A. La transformation des déterminants de la politique fiscale	40
1. Mondialisation néo-libérale versus efficacité fiscale ?	42
2. Mondialisation néo-libérale versus équité et égalité fiscales ?	46
B. La concurrence fiscale, la « mobilité » des bases d'imposition et BEPS	54
1. Concurrence fiscale et BEPS	54
2. La mobilité des bases d'imposition et BEPS	62
<i>III. Méthodologie de recherche et problématique</i>	65

Partie I
**DES FONDEMENTS EN MUTATION
 DE LA POLITIQUE FISCALE**

CHAPITRE 1

**LES FONDEMENTS QUI DETERMINENT
 LA POLITIQUE FISCALE**

Section I: impôt et idéologies néo-libérales	75
Paragraphe I: l'idéologie radicale : le rejet de l'État et de l'impôt	79
A. Le rejet de l'omniprésence de l'État	79
B. Le rejet de l'impôt	92
Paragraphe II: le « deuxième courant idéologique libéral » : la réhabilitation du rôle de l'État et de l'impôt	95
A. La réhabilitation du rôle de l'État	95
B. La réhabilitation du rôle de l'impôt	106
C. Les limites des thèses néo-libérales classiques	116
Section II: la répercussion de la mondialisation	124
Paragraphe I: la souveraineté fiscale : un obstacle a la mondialisation ?	126
A. L'érosion de la notion de « souveraineté fiscale »	126
B. L'élasticité et l'imprécision du territoire fiscal	129
1. « L'extension » du territoire fiscal	129
2. La « restriction » du territoire fiscal	131
3. L'incertitude du territoire fiscal	133
Paragraphe II: une réalité : la concurrence fiscale entre Etats	137
A. Le problème de l'optimisation fiscale et BEPS	138
B. Les pratiques fiscales dommageables et BEPS	140
C. Vers « la restructuration » des prélèvements fiscaux ?	158

CHAPITRE 2

LES FONDEMENTS JURIDIQUES DE LA POLITIQUE FISCALE

Section I: les normes issues de structures a vocation universelle et règles fiscales	162
Paragraphe I: les implications fiscales des normes commerciales de l'OMC	163
A. Le principe de non-discrimination	163
1. La clause générale du traitement de la nation la plus favorisée	164
2. Le principe de réciprocité	164
3. La clause du traitement national	165
B. La portée du « multilatéralisme » commercial sur les règles fiscales	176
Paragraphe II : les instruments juridiques de la coopération fiscale internationale	186
A. L'abus de droit et l'acte anormal de gestion	186
B. La question du contrôle des prix de transfert et BEPS	191
C. Les enjeux des prix de transfert et BEPS	201
Paragraphe III : le démantèlement tarifaire et les limites reconduites	205
A. Le démantèlement tarifaire	206
B. Le maintien des clauses de sauvegarde	211
C. La multiplication des dérogations	214
Section II: les normes issues de structures a vocation régionale et règles fiscales	220
Paragraphe I: les effets du « régionalisme de coopération » sur les règles fiscales	223
A. La mission du régionalisme de coopération	223

B. La portée du régionalisme de coopération	228
Paragraphe II : les effets du « régionalisme d'intégration » sur les règles fiscales	230
A. La zone de libre- échange et l'union douanière	230
1. Les règles internes	232
2. Les règles externes	242
B. Le marché commun	246
1. Fiscalité Indirecte : Une Harmonisation Fonctionnelle	253
2. Fiscalité Directe : Une Harmonisation Réservée	257
Conclusion De La Première Partie	263

Partie II

UNE MISE EN ŒUVRE DISPARATE DE LA POLITIQUE FISCALE

CHAPITRE I

LA RÉALITÉ DE L'APPLICATION DE LA POLITIQUE FISCALE

Section I: la portée des baisses d'impôt	273
Paragraphe I: la recherche de réduire « la pression ou la charge fiscale »	276
A. L'incertitude des indicateurs utilisés.	279
1. Taux d'imposition nominaux ou légaux	280
2. Rapports impôts/PIB	281
3. Taux moyens d'imposition	283
4. Taux marginaux effectifs d'imposition	284
B. Pression fiscale et la question d'égalité et d'équité	287

C. La répercussion de la pression fiscale sur l'investissement	293
D. Tendances et niveau des prélèvements fiscaux	295
E. L'utilité d'étudier et de comparer les taux de la pression fiscale	310
Paragraphe II : l'aménagement de la base imposable	314
A. L'accroissement des dépenses fiscales	315
1. La diversité des dépenses fiscales	317
2. La signification des dépenses fiscales	319
B. Une plus grande complexité constatée et une efficacité contestée	323
Section II : les obstacles à une baisse généralisée d'impôt	328
Paragraphe I: le nécessaire recours aux prélèvements fiscaux	329
A. La difficile maîtrise des dépenses publiques	332
B. L'aménagement des règles d'imposition	342
1. L'élargissement de la base imposable	343
A. La fiscalité directe	344
B. La fiscalité indirecte	352
Paragraphe II: l'amélioration du rendement fiscal	361
A. L'élimination de l'insécurité juridique	362
B. La modernisation des moyens de recouvrement	365
C. Le problème du rendement fiscal dans les pays en développement	368
1. La question de la légitimité et de la justice du système fiscal	368
2. Les questions de réforme et du civisme fiscaux	373

CHAPITRE 2

LES DEFIS DE LA POLITIQUE FISCALE

Section I: le défi interne : le problème de l'indiscipline fiscale	387
Paragraphe I: la fraude et l'évasion fiscales	389
A. La complexité des manœuvres frauduleuses	391
1. Les transactions et la monnaie électroniques	391
3. La libéralisation des produits financiers	395
B. Le problème de l'évasion fiscale	399
Paragraphe II: de la nécessité d'adaptation des moyens de lutte contre la fuite devant l'impôt	405
A. L'environnement technique et la modernisation de l'administration fiscale	406
1. Le rôle déterminant des services électroniques modernes	407
2. L'identification des contribuables	410
3. Les mécanismes de retenue a la source	412
4. Le recours a l'obligation de communication d'informations par des tiers	413
B. Les difficultés du contrôle et de la répression de la fraude fiscale	415
Section II: le défi externe : les carences et les enjeux de la coopération fiscale internationale	421
Paragraphe I : l'échange de renseignements et ses limites	423
A. L'accès aux renseignements	424
1. Les modalités d'accès aux renseignements	426
A. L'échange de renseignements sur demande	427
B. L'échange de renseignements automatique	427
C. L'échange de renseignements spontané	428

2. La mise en œuvre de la « norme de transparence : BEPS »	428
A. La condition de l'obligation d'intérêt fiscal national	429
B. L'accès aux renseignements bancaires	430
B. Les limites d'échange de renseignement	431
1. Le secret fiscal et bancaire	432
2. Les autres secrets	434
Paragraphe II: les enjeux de la coopération fiscale internationale	435
A. Les dilemmes de la concurrence et de la coopération fiscales	436
1. Les divergences des systèmes fiscaux et BEPS	436
2. Les acteurs du domaine fiscal	440
A. Les organisations internationales	440
B. Les Etats	448
C. La société civile	453
B. La réhabilitation de la justice, de l'égalité et de la neutralité fiscales	456
1. La « sauvegarde » de l'égalité devant l'impôt	457
2. Le soutien des impôts directs	460
3. Le renouveau de la neutralité fiscale	463
<i>Conclusion de la deuxième partie</i>	468
<i>Conclusion générale</i>	473
Liste des figures	477
Liste des tableaux :	478
<i>Bibliographie</i>	479
<i>Index</i>	525
<i>Table des matières</i>	529